

Les vraies raisons de la migration

A force d'envisager l'immigration sous un angle chiffré, on occulte les raisons expliquant les flux migratoires. L'absence de contextualisation n'est pas sans conséquence ; elle renforce même les préjugés à l'égard du migrant. Celui-ci possédant son parcours et ses propres raisons de quitter une terre au profit d'un sol inconnu, tentons d'apporter un regard neuf sur un phénomène hors de contrôle.



Geoffroy Charue

En mars 2009, Aref, un jeune Afghan, introduit pour la première fois une demande d'asile en Belgique. En octobre 2013, celui-ci est expulsé. Peu de temps après, sa mort soulève à juste titre une certaine indignation. Son sort, presque connu d'avance en cas de retour sur un sol dangereux pour lui, met quelque peu en lumière la froide et catégorique politique actuellement menée par notre gouvernement et sa Secrétaire d'Etat à la politique d'asile et à la lutte contre la pauvreté. Pourtant, quelques semaines plus tard, un quotidien publie l'avis favorable et le soutien d'une partie majoritaire de la population à ladite politique. Par cruauté ? Certainement pas.

« C'est une décision difficile à prendre, mais juste ! »

La force idéologique avec laquelle sont avancés les chiffres (diminution de la demande, augmentation des expulsions, économie réussie par le gouvernement, etc.) conduit l'opinion publique à oublier les raisons pour lesquelles des personnes choisissent (ou pas !) de migrer. Cette construction politique et médiatique réussit à occulter le vécu des personnes, créant de vastes fourre-tout simplifiés. La stratégie de communiquer du gouvernement finit par démontrer avec une malhonnêteté intellectuelle certaine comment il est possible d'avancer en prenant des décisions politiques « difficiles mais justes ».

De la tentative de contrôler l'incontrôlable

Face à l'hystérie des chiffres et de l'impératif d'efficacité, ce qui justifie, ce qui explique, ce qui motive la migration des citoyens de par le monde est par consé-

quent passé sous silence.

Trop occupée à ce qui ressemble à des jeux infantilisants de catégorisation, la politique d'asile menée dans notre pays hiérarchise les demandes diverses ; elle réalise l'exploit de rendre « normale » l'idée qu'il y ait de bonnes et de mauvaises raisons de migrer, et, par extension, de bons et de mauvais migrants. Pourtant, le flux migratoire est hors de contrôle⁽¹⁾. Il est par conséquent illusoire pour les politiques de penser qu'elles peuvent opérer une quelconque sélection de qui sera ou non accueilli sur leur territoire. En fantasmant sur son pouvoir de contrôle des mouvements migratoires, notre politique ne peut que se fourvoyer dans des démonstrations chiffrées stériles, avec le danger d'aller vers des choix de société et des mesures politiques mal adaptés aux situations réelles⁽²⁾.

S'il est facile de « s'improviser expert », où « chacun donne son avis »⁽³⁾, la relative indignation d'une petite partie de la population, provoquée par notre politique relative à l'asile, rapidement qualifiée de sentimentalisme voire de naïveté, est finalement peu de chose face à l'horreur souvent vécue par les migrants.

La globalisation de la pauvreté

Conditions économiques difficiles voire insupportables, persécution liée à un engagement politique volontaire ou hérité (par exemple une personne dont un parent fut membre d'un parti pourchassé), environnement dévasté par la guerre, ou simplement volonté d'améliorer les conditions d'une vie, les migrants ne quittent pas leur pays le cœur léger. Si la multiplicité des raisons qui peuvent engendrer la migration est forcément impossible à recenser de manière exhaustive, les rai-

► sons économiques, politiques, culturelles qui poussent des êtres humains à tout quitter pour ce qui s'apparente souvent à l'inconnu ne sont qu'une partie de ce que notre politique de l'immigration occulte. En limitant quasi exclusivement l'immigration à des raisons qui trouvent leur origine commune dans la misère, le message envoyé à la population est clair : «
Pouvons-nous accueillir toute la misère du monde ?! ». Cette litanie, entendue jusqu'à l'écœurement, est l'ultime rempart pour justifier une certaine rigidité politique, mais aussi comme moyen de dissimuler sa propre impuissance. Elle fournit un discours simple, floute la complexité des situations et utilise la situation problématique de l'accueil des migrants à des fins argumentatives justifiant le repli politique, repli à la fois économique, identitaire, national. Si la dimension «
misérable » de la migration semble seule à être retenue et mise en avant, ce qui est effacé de la mémoire collective est que la migration est depuis toujours inscrite dans le fonctionnement même de nos sociétés ⁽⁴⁾. Loin des théories désespérées voyant dans l'immigration un glissement de nos sociétés vers plus de pauvreté, plus de misère et moins d'avenir tant professionnel qu'économique, ce chaos est avant tout mental, conditionné par la frustration et la peur de l'autre. Dans une société en crise, l'«
autre » est synonyme de changement ; et ce dernier est rarement envisagé comme un apport, une richesse ou un renforcement positif.

L'écart économique nord-sud comme éternelle vision de la migration

«
Toute la misère du monde », cette vieille rengaine porte en elle toutes les raisons économiques que nous supposons être celles qui justifient la migration. Pourtant, la réalité du flux migratoire met à mal ce pré-supposé : si tel était le cas, les mouvements migratoires seraient toujours les mêmes, à savoir des popu-

lations très pauvres se déplaçant dans une zone plus aisée. La réalité est tout autre : le Centre pour l'Égalité des Chances pointait récemment que l'immigration en Belgique est majoritairement intra-européenne, et non (nord-) africaine ou asiatique. En 2011, sur les 138.071 immigrations d'étrangers, 78.473 correspondaient à des entrées de ressortissants de l'Union européenne, ce qui représente 56,8%. En 2012, cette tendance est même passée à 63% ⁽⁵⁾. Aujourd'hui, François Gemenne, chercheur en sciences politiques à l'ULg et Sciences PO à Paris, parle de 65%.

Une étude publiée en 2012 ⁽⁶⁾ par Itinera Institute analyse les résultats de l'immigration extra européenne. Les motifs principaux sont : le regroupement familial (49%), les étudiants (13%) et les travailleurs (8%). Les demandeurs d'asile, eux, sont sous la barre des 30.000 demandeurs par an.

Ces chiffres ont le mérite de bousculer le fantasme entretenu d'un flux de migrants à l'affût d'un Etat-providence, mettant encore plus à mal la situation économique du pays accueillant, finissant ainsi d'appauvrir davantage le pouvoir d'achat des citoyens, qui, en plus, voient les offres d'emploi leur échapper. Quel chaos ! Dès lors, comment expliquer, comme le pointe François Gemenne ⁽⁷⁾, l'important mouvement migratoire au départ de la France pour l'Angleterre ?

Si la migration intra-européenne, majoritaire, vient déjà bousculer le stéréotype du facteur économique comme seule raison de migrer, un autre aspect est à prendre en compte : ce ne sont jamais les personnes les plus pauvres d'une population déjà pauvre qui choisissent de migrer ; car la migration a un coût ⁽⁸⁾. Ce choix coûte bien souvent très cher, et implique pour le futur migrant d'être en mesure de réunir les ressources et les moyens nécessaires. Si bien que les migrants appartiennent à ce que l'on peut nommer «
la classe moyenne » des populations pauvres. Comment dès lors

Quelques causes en détails

Les raisons qui poussent des personnes à quitter leur pays ou leur région sont multiples et répondent la plupart du temps à une situation de grande difficulté, voire de détresse, individuelle ou collective :

- **La guerre** : en 2008, on dénombrait une quinzaine de conflits armés de haute ou moyenne intensité (Congo, Soudan, Tchad, Éthiopie, Somalie, Sri Lanka, Pakistan, Irak, Afghanistan, Israël-Palestine, Tchétchénie...). Ajoutons la Syrie à cette triste liste. Depuis 2011, cette guerre a déjà fait 140.000 morts et plus de 2,5 millions de réfugiés. La grande majorité se trouve dans les pays limitrophes : 800.000 au Liban, 600.000 en Jordanie, 700.000 en Turquie, 120.000 en Egypte. Ce ne sont pourtant pas des pays riches ! Ils sont seulement 50.000 en Europe, principalement en Allemagne et en Suède. En Belgique, ils sont environ un millier.
- **Les violations des droits humains** : dans certaines régions, les groupes armés non étatiques (seigneurs de guerre, bandes criminelles ou chefs de clan) ont droit de vie et de mort sur la population. Par ailleurs, dans de nombreux pays, le fonctionnement des États est marqué par la corruption, les abus de pouvoir et les violences. Parmi les pays pointés plus particulièrement par Human Rights Watch, on trouve notamment: le Népal, l'Iran, le Soudan, les pays de la Région des grands Lacs (dont la République Démocratique du Congo), l'ex-URSS (surtout Biélorussie, Tchécquie, Turkménistan, Ouzbékistan), la Birmanie, la Corée du Nord, le Tibet, la Chine, la Syrie, le Vietnam, le Zimbabwe...
- **La pauvreté** : 50% de la population mondiale survit avec moins de 2 \$ par jour (dont 20% avec moins de 1\$ par jour). Les pays les plus avancés représentent 16% de la population mondiale et bénéficient de 81% des revenus mondiaux. Par ailleurs, dans nombre de pays, on observe un accroissement des inégalités entre les habitants d'un même pays.
- **Les raisons climatiques et environnementales** : plus de 25 millions de personnes ont déjà dû fuir leur région ou leur pays suite à des catastrophes humanitaires liées à des dérèglements climatiques et à la destruction de leur milieu de vie pour des causes diverses (catastrophes naturelles, accidents industriels, désertification, déforestation...). Les Nations Unies prévoient 250 millions de réfugiés climatiques en 2050. Il n'existe encore aucun statut spécifique pour ce type de réfugiés.
- Il existe également d'**autres motivations** : poursuivre ses études et élargir ses connaissances avant de rentrer au

continuer de poser un jugement aveugle sur ces personnes qui quitteraient tout sans ressource professionnelle, naïvement, pour un prétendu Eldorado dont elles dépendraient, cette perception réduisant ainsi leur décision de quitter une zone géographique à une impulsion, un rêve, un motif qui échapperait ainsi à toute forme de rationalisation ?

Ce n'est jamais la misère ou la stricte pauvreté qui amène une personne à tenter de vivre sa vie ailleurs ; plutôt la désespérance⁽⁹⁾ liée au lieu que l'on s'apprête à quitter : si une personne a le sentiment que, par un quelconque effort ou piste envisageable, elle peut améliorer sa situation, elle ne partira pas. Ce qui induit le départ est au contraire basé sur l'impossibilité d'une situation (familiale, culturelle, économique : peu importe !), sur l'aspect bloqué, verrouillé du pays qu'une personne quitte. Lorsque aucune perspective de transformation n'est concevable, où toute initiative se heurte à l'inertie, à la corruption voire à l'oppression, et où aucune action collective ou familiale n'est possible pour changer la donne, que faire si ce n'est tenter le tout pour le tout et partir ? Dans ces conditions, le départ est une option rationnelle. Et à l'arrivée, les réseaux existants sont cruciaux : membres de la famille déjà présents sur le nouveau territoire, possibilité d'un logement, de démarches professionnelles... Dans ce choix interviennent aussi la tradition et la culture, qui y jouent un rôle important ; c'est, par exemple, le cas de certaines sociétés dans lesquelles migrer fait partie du parcours que les jeunes doivent accomplir pour accéder au statut d'adultes. Beaucoup de paramètres rentrent donc en compte. A l'avenir, les raisons qui poussent à migrer vont se multiplier avec, notamment, les migrations dues au facteur environnemental, et notamment le réchauffement climatique⁽¹⁰⁾.

pays, être ancré dans une tradition migratoire familiale ou communautaire, fuir une situation personnelle ou familiale difficile et/ou dangereuse...

- **La responsabilité internationale** dans les causes de la migration. Il n'est aujourd'hui plus contestable qu'il y a un lien étroit entre la croissance revendiquée par les États occidentaux comme un droit, et l'appauvrissement des pays du Sud. Le mode de vie des sociétés industrialisées est une des causes majeures du réchauffement de la planète. Les dérèglements climatiques sont aussi responsables de l'aggravation de la pauvreté et de conflits armés qui poussent des millions de personnes à se déplacer ou à émigrer (au Soudan par exemple).

En 2009 il y a eu dans le monde : (chiffres UNHCR et PNUD 2009)

- 740 millions de migrants internes
- 214 millions de migrants internationaux (soit 3,1% de la population mondiale et 3 fois moins que les migrants internes)
- 40% des migrants internationaux émigrent dans un pays voisin de celui qu'ils quittent
- Seules 37% des migrations internationales se font d'un pays en développement vers un pays développé

Source : Fiche pédagogique éditée par Le Ciré. www.ouvronslesyeux.be

Le travail illégal, ou l'hypocrisie généralisée

La possibilité d'obtenir un travail est une autre raison majeure de l'immigration ; et à ce titre, il est utile de mettre en avant un facteur également passé sous silence : celui de la diminution du nombre de demandeurs d'asile. Ce qui attire le migrant est la possibilité d'un emploi au sein d'une société qui en a à offrir, et non pas le contraire. Or, dans une société en crise telle la nôtre, le « pouvoir d'attraction » s'en voit diminué. Il est dès lors aisé pour notre secrétaire d'Etat à la politique d'asile de récupérer cette tendance en la considérant comme le résultat de sa politique en vigueur.

C'est là toute l'hypocrisie du travail non déclaré, qui assure de manière permanente la possibilité de travailler, et ceci est rendu possible par la complaisance des pouvoirs publics⁽¹¹⁾.

Le nomadisme est donc lié à notre système économique. L'Europe, elle-même bâtie sur l'idée de libre circulation, ainsi que le capitalisme qui, en théorie, implique la liberté du marché du travail comme la liberté du marché des capitaux, s'inscrivent dans cette mondialisation qui encourage la migration.

L'urgence d'une nouvelle vision

Si l'impossible exhaustivité des raisons qui peuvent expliquer le phénomène migratoire a déjà été dite, encore faut-il prendre en considération l'aspect mouvant du phénomène : il y aura toujours d'autres raisons, de nouveaux besoins, de nouvelles situations justifiant à elles seules la nécessité (ou l'envie) de migrer. A force de se focaliser sur des notions qui échapperont toujours au contrôle, nos politiques en la matière renforcent des stéréotypes qui ne cessent d'engendrer toujours plus de discrimination, semant d'embûches le vécu des nouveaux arrivants, et empêchant le phénomène migratoire de révéler toutes ses richesses et ses nombreux enjeux. Tant que nous ne réaliserons pas que, échappant à tout contrôle, l'immigration n'est pas un problème à régler, nous ne ferons que répéter un modèle qui nous tient tous en échec.

Xavier Dubois

1. <http://www.lalibre.be/archive/pourquoi-l-immigration-echappe-a-nos-politiques-52ceb8de3570105ef7e89840>
2. <http://www.diversite.be/migrations-et-populations-issues-de-l%E2%80%99immigration-en-belgique-0>
3. La Libre, « En finir avec la surenchère émotionnelle et politique autour de l'asile », mercredi 15 janvier 2014, Dirk Van den Bulck
4. <http://www.altermondes.org/spip.php?article833>
5. Belga, « L'immigration en Belgique est majoritairement intra-européenne », mardi 17 décembre 2013.
6. http://statbel.fgov.be/fr/binaries/1678_fr%20La%20Belgique%2C%20terre%20d%E2%80%99immigration.%20Statistiques%20et%20C3%A9volutions_tcm326-179500.pdf
7. <http://www.lalibre.be/archive/pourquoi-l-immigration-echappe-a-nos-politiques-52ceb8de3570105ef7e89840>
8. Idem.
9. <http://www.altermondes.org/spip.php?article833>
10. <http://www.lalibre.be/archive/pourquoi-l-immigration-echappe-a-nos-politiques-52ceb8de3570105ef7e89840>
11. Idem.